

EMILE DE GIRARDIN
 FONDATEUR
 ABONNEMENTS
 Trois mois 6 fr. 00
 Six mois 12 fr. 00
 Un an 24 fr. 00
 Rédaction et Administration
 144, rue Montmartre, Paris (2^e)
 Téléphone: 401 69, 102-80 Admin. 101-71
 Rédaction: 401 69, 102-80 Admin. 101-71

LA PRESSE

Informations rapides — Chroniques Parisiennes — Reportages du Jour — Nouvelles Sportives

EMILE DE GIRARDIN
 FONDATEUR
 PUBLICITE
 144, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)
 POUR LES ANNONCES & RECLAMES
 A la Société de Publicité... plus de 10
 Sources et à l'Agence de la Presse
 Nouvelle, 12, rue N.-D.-des-Victoires, Paris
 Adresse télégraphique: HALPRESSE, Paris

IMPORTANTS SUCCÈS DES TROUPES FRANÇAISES

Coucy-le-Château enlevé d'Assaut

UNE POSITION CONQUISE AU NORD DE MARGIVAL

La situation, vers Saint-Quentin, ne s'est pas sensiblement modifiée au cours de la journée d'hier. Nous tenons toujours la ligne Castres-Essigny-Benay, les villages de Sérigny et de Roupy, sur laquelle nos soldats ont eu le temps de s'organiser sérieusement. N'en déplaise aux affirmations répétées de Ludendorff prétendant que les Allemands se sont retirés « conformément aux ordres reçus », ceux-ci ont tenté à plusieurs reprises de reprendre des positions qu'ils avaient abandonnées de contrainte et forcés. Leurs contre-attaques de flanc visant le secteur Essigny-Benay ont toutes été successivement brisées et leur ont coûté des pertes fort élevées.

Signalons, sous toutes réserves, la ruine d'après laquelle les Allemands auraient évacué déjà la population civile de Saint-Quentin et préparé des positions de repli entre cette ville et Guise.

Notre aile droite, entre Oise et Aisne, des progrès sensibles ont, par contre, été réalisés. Le massif de Saint-Gobain, au nord de l'Ailette, se présente comme une sorte de terrasse à trois gradins dont les galiers sont marqués successivement par la basse forêt de Coucy, le plateau qui porte le château, enfin les hauteurs de Saint-Gobain elles-mêmes. C'est là que l'ennemi a judicieusement établi ses positions défensives.

Nous avons occupé hier Poleybray et le hameau de la Feuillée, à l'intersection des routes de Soissons et d'Amizy-le-Château, à moins d'un kilomètre de Coucy-le-Château.

Enfin, au nord de la route de Bapume à Cambrai, les Anglais ont élargi leur front en occupant le village de Lagricourt, position importante sur une hauteur cotée 103 mètres, au croisement des routes de Quéant et de Prouvilles, qu'ils tiennent sous leurs canons. — A.T.

D'après les dernières nouvelles

Les troupes françaises viennent de remporter, encore, un succès important

au cours de la manœuvre qu'elles poursuivent, au sud de l'Oise, avec une méthode et une précision remarquables.

A la suite de la prise de Poleybray et de la Feuillée, elles se sont emparées, dans un élan irrésistible, du village de Coucy-le-Château. Les voici installées au pied du piton qui dominait les ruines du château féodal, actuellement rasées par les Barbares. Il est peu probable que, si des pièces allemandes à longue portée demeurent sur la hauteur, elles puissent être utilisées contre les nôtres, dont l'ardeur superbe pourra se développer bientôt.

Nous enregistrons avec plaisir également, la pointe sensible au delà de Soissons de nos unités parvenues à Margival, ferme située entre Soissons et Laon.

Communiqué français DU 27 MARS, 14 HEURES

Au sud de l'Oise, nous avons poursuivi nos progrès dans la basse forêt de Coucy dont nous occupons toute la partie nord. L'ennemi a été rejeté au delà de la ligne Barisis-Servais.

Au sud de la forêt, nos troupes ont enlevé brillamment, au cours d'une attaque de nuit, le village de Coucy-le-Château, énergiquement défendu par les Allemands.

Dans la région au nord de Soissons, nous avons enlevé une ferme au nord-ouest de Margival et un point d'appui tout solidement par l'ennemi.

En Argonne, nous avons réussi un coup de main dans le secteur du Four-de-Paris et ramené des prisonniers.

En Lorraine, une tentative ennemie sur nos petits postes de la région de Létrécourt a complètement échoué.

Nuit calme partout ailleurs.

Les Précautions suisses

Genève, 27 mars. — On sait que le conseil fédéral a ordonné la mobilisation de la 1^{re} division pour le 16 avril. Cette mobilisation comprendra trois brigades. La 1^{re} division relèvera la 5^e.

Un communiqué de l'état-major dit que l'entrée en service des troupes de campagne de la 3^e division n'a pas encore été définitivement fixée, mais qu'elle est prévue pour fin avril, si les circonstances ne changent pas. (Havas.)

LES ARMÉES ALLIÉES devant le Fossé Hindenburg

De M. W. Beach Thomas, France, 26 mars au soir :

La cavalerie galoppe à travers le village, ou pend encore des affiches allemandes et qui fume encore d'incendies provoqués par les Allemands. Ce village était encerclé par des fils de fer et des tranchées allemandes, ainsi que par des tranchées et des fils de fer anglais et indiens confondus.

Tous les hommes ont la gaieté de ceux qui ont été en contact avec l'ennemi. Ils ont repoussé ses patrouilles et ont fait quelques prisonniers. Ils ont perdu un ou deux camarades.

L'ennemi s'est enfui du village et des solides fortifications où, un jour ou deux auparavant, j'avais remarqué ses prudentes sentinelles émbrouillant sur les monticules de sable et ses soldats plus rares apparaissant en terrain découvert. De derrière ces arrières-gardes, il ne lui vient aucun secours d'artillerie en dehors des quelques régiments réguliers salves de canons de marine de 5 pouces, dont les obus arrivant fatigués du lointain, tombent souvent sans exploser.

Toute cette bataille est de petite envergure, et, sur ce front, on a la sensation d'être un boy-scout joignant à la guerre. Mais, derrière, les résultats sont énormes.

Le gros de l'ennemi est actuellement disséminé sur une position connue sous le nom de « ligne de Hindenburg ». C'est un noyau, un labyrinthe de tranchées bétonnées communiquant par des voies couvertes et protégées par sept ou huit lignes de fer barbelés.

On peut dire qu'elle va — bien qu'il ne soit pas douteux qu'elle subisse plusieurs aiguillages en cours de route, — d'Arras, bien en face de Cambrai, jusqu'en vue de Saint-Quentin et traverse La Fère, où les Français, vifs et vigoureux autant que les vétérans de Napoléon, se sont étroitement accrochés à la poursuite des Alle-

mands, que ceux-ci sont arrivés aux bords exacts de leurs tranchées menacées.

La volonté résolue, tenace, délibérée de notre génie, de nos sapeurs, de nos bataillons de travailleurs et même, au besoin, de nos troupes de première ligne, a couvert de ponts ces cinq milles de tranchées qui constituent le champ de bataille de l'Ancre et de la Somme. A chaque étape en avant, nous trouvons des tranchées profondes et très bien fortifiées. Achiet-le-Petit et Achiet-le-Grand, où je me suis rendu hier, sont de véritables forteresses. Ytres et d'autres villages ont encore plus de carrières aménagées, de forêts, de ribambelles d'arbres disposés pour l'observation, avec toutes les autres dispositions habituelles des Allemands pour la défense. L'ennemi, cependant, a abandonné tout cela presque sans combattre, pour garder toute sa liberté sur la ligne Hindenburg.

La courbe dessinée dans la ligne est solidifiée maintenant et l'ennemi a amené, dans ce secteur, quelques-unes de ses divisions pour le garnir. Mais, j'entends, bien loin au sud le crépitement de l'artillerie française sur le bord du repaire de Hindenburg, et je vois des colonnes de fumée s'élevant de centres écartés distants les uns des autres. Beaucoup plus près, nos monstres abotent plus lentement, mais plus récemment. Au loin, vers l'ouest de Méry, les chevaux de notre cavalerie se balançaient déjà dans les fossés de la forteresse abandonnée. (Daily Mail.)

DES BRUITS

« L'Information » reçoit les dépêches suivantes :

Rome, 27 mars. — Suivant des informations recueillies par l'« Idea Nazionale », Hindenburg préparerait, en ce moment, une grande offensive sur le front russo-roumain, dans le but d'envahir la Bessarabie.

Rome, 27 mars. — Le « Corriere d'Italia » apprend de source bien informée que la situation s'aggrave en Albanie. Les notabilités et les chefs musulmans de Scutari ont été pendus, les partisans d'Essad Pachà fusillés sans forme ni procès, par les Autrichiens.

Partout les Albanais se révoltent et envoient à bref délai un soulèvement général.

avec le légitime contrôle de l'Etat dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons. Nous citerons notamment l'établissement « des deux jours sans viande » substitués à la carte presque impossible à instituer pratiquement.

Seulement, ce bon début a été gâté par une de ces mesures brutales qu'on sent, derrière les ministres mal renseignés ou prévenus, l'action d'une bureaucratie infatuée d'elle-même et dédaigneuse des gens de métier qui en savent plus qu'elle. Un décret paru à l'« Official », sans prévenance, supprimait les importations de tous les produits sans exception, quitte à accorder des dérogations arbitraires par l'organe d'une commission qu'on aurait nommée plus tard.

Une énorme protestation s'est élevée de tout le monde industriel dont la Chambre de Commerce de Paris s'est faite l'interprète. C'était la mort de tout notre commerce d'échanges, disait justement le Temps. Le ministère a compris sa faute et le malencontreux décret vient d'être rapporté. Les importations non interdites continueront jusqu'à nouvel ordre, et ce n'est qu'après un examen attentif de chaque question que de nouvelles interdictions pourront être établies.

On avait mis la charrie avant les bœufs ; on rétablit l'ordre logique de l'attelage ; mais n'est-ce pas regrettable que l'influence de ronds-de-cuir néfastes et prétentieux puisse entraîner des hommes comme M. Ribot à accepter des mesures si mal étudiées qu'on est obligé le lendemain de les supprimer.

Encore une fois, répétons-le, moins l'Etat s'occupera des problèmes économiques, mieux les choses iront. Et si les nécessités résultant de la guerre l'obligent à le faire, qu'il consulte d'abord les intéressés qui sont en même temps les compétents, au lieu de s'en fier à des fonctionnaires qui se trompent et qui le trompent.

ALCESTE

BOURSE DE PARIS

Les affaires sont peu actives, mais les cours sont fermement tenus, sauf pour le groupe russe qui reste faible et hésitant. Les Rentes françaises sont en bonnes dispositions. Accoutumée de la formée des cours.

Au parquet, au comptant : Rente 3 0/0, 61 50 ; Rente 5 0/0 amortissable, 70 20 ; Rente 5 0/0 libérée, 83 20 ; Rente 4 1/2 0/0 non libérée, 88 40 ; Rente 4 1/2 0/0 libérée, 91 35 ; Russo-Asiatique, 405 ; Métaux, 370 ; Or, 420 ; Banque du Mexique, 315 ; Est, 779 ; Lyon, 1,000 ; Nord, 1,311 ; Andalous, 410 ; Saragosse, 400 ; Suez, 4,345 ; Téléphones, 408 ; Métallurgie, 370 ; Arago, 555 ; Pines-Lillo, 735 ; Basses-Loires, 352 ; Nickel, 1,401 ; Chantiers Saint-Nazaire, 1,519 ; Foncier Canadien, 720 ; Havraise Péninsulaire, 550.

En banque : Bakou, 1,710 ; Toulou, 1,285 ; Montecatini, 510 ; Utah, 675 ; Padang, 228 ; Rand Mines, 33 50 ; Districh, 325 ; Balla, 308 ; Knaka, 112 ; Lona, 51 ; Modder, 209 ; Tanganyika, 70.

Les Cours des Halles

Aux fruits et légumes, les apports ont été assez forts. Ils se sont élevés, pour les fruits, à 33,025 kilos ; pour les légumes à 115,970 kilos.

Les cours, dans leur ensemble, restent très soutenus.

A la boucherie, toujours des retards importants dans les arrivages de province. Par suite de l'irrégularité dans les introductions, la baisse signalée hier n'a pu se matérialiser.

Au poisson, le marché a été bien approvisionné. Il y a eu 65,000 kilos de morue, 4,000 d'églefin, 15,000 de moutons et coquillages, 1,000 d'escargots. A la volaille, les arrivages ont été faibles. Le lapin a baissé légèrement, prix moyen 3 50 le kilo ; par contre, le poulet a atteint officiellement le prix maximum de 7 fr. le kilo. Les cours moyens a été de 5 70 le kilo.

Aux beurres, les arrivages vont chaque jour en diminuant : 900 colis pour 10,611 kilos (653 mottes) dont 359 réquisitionnées soit en Normandie, soit dans les Charentes. Aux œufs, les arrivages deviennent moins abondants : 109 colis pour 67,350 kilos. Les cours restent soutenus. Pour les fromages, le marché a été plutôt faible. Peu de camemberts.

Au Conseil des Ministres

Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré.

La réunion a été consacrée à l'examen de la situation militaire, diplomatique et navale.

PROPOS QUOTIDIENS

Cabinet mixte

Le jour où les femmes voteront, M. Mélin, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, recueillera tous les suffrages féminins de sa circonscription. Et cette récompense lui sera bien due, car il est le premier membre du gouvernement qui ait osé faire figurer une femme dans la composition de son cabinet. Cette « attachée » est Mme Jeanna Tardy, licenciée ès-lettres et en droit. Nous lui exprimons nos plus vives félicitations et nous lui souhaitons un prompt avancement.

Les femmes sont avocats, médecins, fonctionnaires. Il n'y avait aucune raison pour qu'elles ne prennent part aux travaux du gouvernement. D'ailleurs, elles seront bientôt députées — même sénateurs, beaucoup plus tard, quand leur âge le leur permettra — et elles deviendront aussi ministres. Cette heureuse évolution de nos mœurs nous permettra de voir la France mieux administrée, plus sentimentalement et plus pratiquement à la fois.

L'homme est prétentieux et solennel, il croit que pour conduire les peuples, il faut, d'une part, se faire une âme de roc et, d'autre part, ranger dans une catégorie

de seconde zone qu'il dédaigne, les petits détails qui, réunis, finissent par faire tomber les ministères...

La femme d'Etat restera douce et tendre, du moins nous l'espérons. Elle envisagera les problèmes généraux avec plus de psychologie et de finesse. Et quand les familles manqueront de charbon ou de lait, les ministresses sentiront toute la cruauté de la privation. Elles seront plus que les hommes accessibles à la pitié, parce qu'il y aura moins de principes rigides, d'inflexible philosophie entre elles et ceux qui souffrent.

Mais nous anticipons un peu. Pour le moment, nous n'avons qu'une attachée de cabinet. Souhaitons en plusieurs en attendant mieux. L'atmosphère y gagnera. Nos ministères manquent de sourire. Ils sont tristes comme la porte d'une prison. Sans doute, on y rencontre la courtoisie, mais ça ne vaut pas le charme.

Un attaché, souvent, a la mission de faire comprendre aux visiteurs que les demandes adressées au ministre n'auront pas la suite désirée. Le quinquard s'en va mécontent. Il n'en sera pas de même si la fin de non-recevoir lui est présentée avec les ressources de la grâce féminine ! La plaie sera pansée avant que d'être ouverte. Ce que M. Mélin va pouvoir refuser de choses, maintenant, on frémit en y pensant. L'idée du cabinet mixte est décidément une trouvaille de génie. Seulement, elle ne contentera pas tout le monde et M. Poincaré, s'étant entouré d'hommes et de femmes, l'honorable sous-secrétaire d'Etat a oublié... les Auvergnats !

Marcel de Baro

Dans l'Intendance

On a annoncé que le sous-intendant militaire Péro, inspecteur général du ravitaillement, serait remplacé par l'intendant militaire Ribbert, ancien chef de cabinet de M. Herriot.

L'Œuvre des potagers scolaires

Aujourd'hui, 97 jeunes gens, de dix-sept ans au moins, provenant des diverses écoles de Paris, seront dirigés par le service des potagers scolaires aux quatre coins de la France pour être mis à la disposition des agriculteurs ou des maires qui en ont fait la demande.

La Situation en Russie

Le gouvernement provisoire et les comités révolutionnaires - L'organisation militaire - Quelques réformes dans l'armée

On commence à se rendre compte de la situation exacte créée, en Russie, par la révolution. L'ancien régime est complètement balayé. Un mouvement populaire puissant, qui avait pué sa force dans les organisations révolutionnaires, a été le levier qui fait craquer l'édifice à la fois autocratique et bureaucratique.

Les personnalités agissantes et intelligentes du parti libéral qui avaient prévu la chute du régime, ont réussi, jusqu'ici, à canaliser le mouvement populaire, suivant l'expression d'un de nos confrères du matin.

Il se heurtent maintenant, dans l'organisation du pouvoir, à des difficultés nombreuses. Ils ont à lutter contre les partis d'extrême-gauche qui veulent imposer toutes leurs conceptions, toutes leurs doctrines et aussi toutes leurs utopies qui, surtout en temps de guerre, peuvent être d'une très dangereuse application.

Les meneurs de ces éléments, Tchaidze, Soukhanov et Skelov ont refusé jusqu'ici de s'associer aux responsabilités du gouvernement et de collaborer avec les représentants des partis bourgeois, comme le sont les Goutchkow et Miloukoff.

Cette situation ne doit pas seulement préoccuper dans l'ordre politique elle pourrait même devenir dangereuse si elle avait des répercussions dans le domaine militaire. A ce point de vue, l'interview du général Roussey est plutôt rassurante.

Le général russe ne se dissimule pas et ne dissimule pas au public la gravité de la situation sur le front occidental des armées. Jusqu'ici, l'ordre et la discipline n'ont cessé de régner dans les rangs de ses soldats et restent la garantie que les soldats russes savent assurer toutes les tâches que la patrie demandera d'eux.

Aucune surprise n'est du reste possible avant la fin de l'hiver et de la période de transition qui précède la saison printannière.

Les Préoccupations militaires

Petrograd, 26 mars. — A la suite des bruits qui prétent aux Allemands l'intention de se ruier sur la capitale, la Chancellerie du commandant en chef de l'arrondissement militaire de Petrograd est littéralement assiégée par des officiers demandant à être envoyés au front. Aujourd'hui, leur affluence a été si grande que les vastes bureaux n'ont pas pu les recevoir tous et qu'une longue queue s'est formée au dehors.

Plus étroit. Les besoins du front et de l'arrière seront coordonnés pour permettre au pays de prêter son plein concours à l'armée.

Le général Korniloff, commandant en chef du district de Petrograd, a donné un aperçu détaillé de la situation au comité ouvrier et aux délégués des soldats. Les délégués furent particulièrement intéressés par le sort des troupes de Petrograd qui, avec le parti social démocrate, ont assuré le succès de la révolution. Aussi les délégués ont-ils demandé que les troupes restent à Petrograd pour protéger le nouveau régime.

Le général Korniloff, après avoir discuté la question, la requête des délégués fut trouvée raisonnable. Finalement, il fut décidé qu'une partie des troupes resterait à Petrograd, mais que le surplus serait renvoyé au front. Il est de bonne augure que les délégués aient consenti à se laisser convaincre. (Havas.)

Où la Constituante se réunira-t-elle ?

Petrograd, 27 mars. — Les ministres déclarent que l'assemblée constituante siégera à Petrograd comme cela avait été primitivement décidé. (Havas.)

Nicolas II à Tsarkoié-Selo

Petrograd, 26 mars. — Au dire d'un journaliste qui a visité Tsarkoié-Selo, l'empereur passe la plus grande partie de son temps en compagnie de son fils Alexis, qu'il adore. Celui-ci, qui est très intellectuel, harcèle son père de questions sur les événements, embarrassant fortement l'ex-tsar et sa suite.

L'ex-tsar Nicolas se livre avec ardeur à des exercices physiques. Il se comporte avec beaucoup de dignité. Il est très pâle, ses traits trahissent l'homme qui vit un grand drama psychologique. (Havas.)

Les anciens Ministres

Petrograd, 26 mars. — Un ordre du gouvernement provisoire crée une commission judiciaire extraordinaire chargée d'enquêter sur tous les actes illégaux des anciens ministres et des hauts fonctionnaires du régime déchu et, au besoin, de traduire en justice les coupables. (Havas.)

Le Comte Czernin à Berlin

Bâle, 26 mars. — On mande de Berlin : Le comte Czernin est arrivé de Vienne en compagnie du conseiller de légation, comte Coloredo-Mansfeld. (Havas.)

Le Prince Frédéric-Charles AURAIT SUCCOMBÉ A SES BLESSURES

Londres, 27 mars. — Selon le Daily Express, le prince Frédéric-Charles de Prusse, qui fut abattu au cours d'un combat aérien au-dessus des lignes anglaises, est mort de ses blessures.

Au Parlement roumain

M. Bratianu exprime la confiance en ses Alliés

Jassy, 23 mars. (Retardée dans la transmission). — Hier, au cours de la séance de la Chambre, de nombreuses interpellations ont été déposées par quelques députés. Plusieurs projets de loi ont été proposés d'urgence et votés.

LES ETATS-UNIS ET LA GUERRE

Importantes Déclarations DE M. LANSING

L'envoi éventuel d'un corps expéditionnaire américain en France

New-York, 26 mars. — Le fait important du jour, en dehors de la première mobilisation des milices, qui s'est opérée avec beaucoup d'ordre, est une déclaration de M. Lansing faisant pressager la coopération militaire et financière des Etats-Unis avec la France. M. Lansing a déclaré aux membres de la commission des affaires extérieures que le président étudie un projet de loi qui serait prévu l'envoi éventuel d'un corps expéditionnaire américain en France. Il étudie également un projet qui réserverait à la France une aide financière très importante. M. Lansing a ajouté qu'aucune décision n'ayant encore été prise à ces divers points de vue, il serait prématuré de communiquer dès à présent les détails de ces projets à la commission.

L'Allemagne violait les Traités dont elle demandait le Renouveau

Washington, 26 mars. — La réponse du gouvernement des Etats-Unis à la proposition de l'Allemagne, transmise par le ministre de la Suisse, tendant à étendre la portée des traités prusso-américains de 1798 et de 1828 a été publiée.

Le gouvernement des Etats-Unis signale la violation claire de ces traités par l'Allemagne et « la mépris par l'Allemagne des règles de courtoisie internationale » ; il dit aussi :

« Le gouvernement des Etats-Unis se demande sérieusement si un fait ces traités n'ont pas déjà été abrogés par l'Allemagne, qui en a violé les stipulations d'une manière flagrante. Il semblerait que par leur conduite, les autorités allemandes ont détruit la caractéristique de réciprocité de ces accords ». (Havas.)

Précisions

Washington, 26 mars. — La note des Etats-Unis à l'Allemagne fait remarquer que l'attitude des Etats-Unis, qui, dans d'autres conditions, aurait pu être différente, est due aux violations répétées par l'Allemagne de ses traités avec les Etats-Unis.

Elle considère inutile de spécifier ces différentes violations puisque l'Allemagne en fut informée ; néanmoins, elle cite plusieurs cas de destruction injustifiée de navires américains sous le prétexte qu'ils auraient sol-disant été employés au transport de marchandises de contrebande, contrairement à l'article 13 du traité de 1793 qui décida que le transport de contrebande par des navires ou des sujets de l'un des Etats contractants au sens de l'autre ne sera pas considéré comme contrebande, ce qui impliquerait la confiscation ou la condamnation et la perte des biens pour les personnes impliquées et que, si le capitaine du navire, en réponse à une sommation, consentait à remettre les marchandises que l'on croit être de contrebande, il peut continuer son voyage ».

La note fait également allusion à la destruction de navires marchands des belligérants ayant à bord des sujets ou des marchandises américaines, « sans avertissement ou sans qu'il soit pourvu à la sûreté des personnes qui sont à bord ou sans compensation pour la destruction des biens, malgré l'engagement solennellement pris dans l'article 15 du traité ». (Havas.)

Appel de Fusiliers Marins

Washington, 26 mars. — Le Président Wilson a autorisé le recrutement d'un régiment de fusiliers marins, dont l'effectif sera porté de 10.000 à 17.400 hommes. (Havas.)

Ambulances américaines pour la France

New-York, 26 mars. — La ville de Boston a réuni en quelques jours 300.000 francs pour l'envoi d'ambulances américaines sur le front français. Cette somme a été recueillie par l'envoi de souscriptions volontaires, et par le reste avec le produit des représentations cinématographiques donnant les films de guerre du service cinématographique de l'armée, sous les auspices du Comité « L'effort de la France et de ses alliés ».

Le « Saint-Louis » arrive en Angleterre

C'est le premier paquebot américain armé

Washington, 26 mars. — Il est officiellement annoncé que le transatlantique américain Saint-Louis est arrivé sain et sauf dans un port anglais. C'est le premier transatlantique américain qui effectuera la traversée de l'Atlantique depuis la rupture diplomatique des Etats-Unis avec l'Allemagne et le premier paquebot américain qui ait été armé.

Le Saint-Louis, construit à Philadelphie en 1895, est un vapeur à deux hélices de 164 mètres de longueur et de 31 mètres de largeur ; il jauge 11.829 tonneaux, est commandé par le capitaine Jamieson et appartient à l'International Mercantile Marine Co, du port de New-York.

A LA CHAMBRE

L'incorporation de la classe 1918

La Chambre discute cet après-midi le projet relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1918.

AU LUXEMBOURG

Le Sénat discute cet après-midi le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, au titre du budget.

A l'ordre du jour figure également l'interpellation de M. Monis sur les conséquences de l'arrêt de l'usine fabriquant du sulfure de cuivre nécessaire au vignoble français. On prête, d'autre part, à M. Millies-Lacroix l'intention de poser une question à M. Thomas, ministre des munitions, sur les crédits engagés dans la construction d'une usine de guerre.

BULLETIN DU JOUR

Questions Economiques

Nous l'avons déjà dit, et Bastiat l'avait dit bien avant nous : « Dans tout phénomène économique, il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas », c'est-à-dire l'avantage apparent et immédiat que ce phénomène procure et le préjudice lointain mais très réel qui en est la conséquence.

C'est pour cela que l'on ne doit s'avancer qu'avec une extrême prudence dans ce domaine si délicat de la production et de la consommation des richesses dont les lois fondées sur la nature des choses défient les règlements de M. Lebreureau.

Sous le précédent gouvernement, les hommes chargés, dans des circonstances difficiles, de pourvoir au ravitaillement du pays, eurent le tort de méconnaître cette vérité et toutes leurs prescriptions, basées sur un excellent sentiment, n'eurent point les heureux résultats qu'ils en attendaient, malgré les échecs de tant d'expériences dans le passé. Les taxations, les réquisitions, les prohibitions firent « pis que mieux », pour employer l'expression populaire, et la crise s'accrut d'autant plus que l'administration voulut davantage s'immiscer dans les relations commerciales privées.

Le nouveau gouvernement avait compris cette erreur, et M. Violette avait, dès son arrivée au pouvoir, indiqué quelques vues très justes que nous avons approuvées, parce qu'elles nous paraissent concilier la liberté individuelle